

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 août 2024

A quoi bon des mots si tout le monde en conteste le sens par avance, c'est à croire que le nihilisme aurait envahi tous les esprits. Internet et les réseaux dits sociaux ont rendu fou ceux qui s'y connectent, qui n'avaient vraiment pas besoin de cela pour être dérangés !

Cela a révélé aux yeux du monde entier, l'étendue des dégâts ou l'état de conscience catastrophique des peuples, à commencer par les occidentaux, depuis la situation n'a fait qu'empirer, simple constat. C'est effrayant, on se demande malgré nous comment cela va-t-il finir.

Le massacre des Palestiniens par l'Etat juif nazi aurait dû faire descendre dans la rue des millions de travailleurs dans chaque pays, et bien non, cela ne s'est produit nulle part dans le monde. La pauvreté, la sous-alimentation, la faim continue de hanter quotidiennement des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants dans le monde, et au nom de je ne sais quel bon prétexte, tous les gavés s'en foutent.

- A quoi bon, quand la moindre flatterie des sens suffit à corrompre les esprits !

Ne cherchez pas de qui c'est, cela m'est venu à l'esprit après avoir terminé le formatage de cette causerie. C'est un cruel dilemme auquel les hommes sont confrontés, du fait que leur mode de pensée est toujours métaphysique ou idéaliste.

Les hommes sont en proie à des besoins élémentaires de nature alimentaire, et dès lors qu'ils les ont plus ou moins satisfaits, ils s'imaginent que ce serait un droit acquis définitivement, du coup, au lieu de partir à la conquête de leurs aspirations de nature plutôt spirituelle pour les consolider, ils y renoncent, conséquence, l'avantage qu'ils avaient acquis leur est contesté et leur condition sociale se dégrade au point qu'ils doivent lutter à nouveau pour leur survie.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels ne peut être garantie définitivement sans un changement de régime économique, ou que l'ensemble de leur condition d'existence dépend de ce facteur.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels est légitime à l'échelle universelle ou ne nécessite aucune espèce de justification, au même titre que les valeurs qui les portent et qui incarnent l'idéal humaniste le plus élevé de liberté, car sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, il ne faut pas se leurrer, il n'existe pas d'hommes réellement libres.

Le combat pour un changement de régime politique est indissociable de la révolution sociale.

Pour ce que cela changerait !

JO de Paris 2024 : « il sera difficile pour Emmanuel Macron de tirer profit de la séquence » - Le HuffPost 08 août 2024

Glorification du fascisme et du nazisme.

En France, ils ne veulent pas de l'extrême droite au pouvoir, mais quand elle est au pouvoir en Palestine occupée, en Ukraine ou en Argentine, entre autres, ou encore, quand elle prétend gouverner au Venezuela, ils la soutiennent ouvertement.

Israël: ces ministres d'extrême droite qui enveniment la situation au Proche-Orient - rfi.fr 08 août 2024

La France, l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni condamnent les propos du ministre des Finances israélien : Bezael Smotrich a déclaré que « *laisser mourir de faim* » les habitants de Gaza pourrait « *être justifié et moral* », afin d'obtenir la libération des otages. rfi.fr 08 août 2024

Guerre Israël – Hamas : Nouvelle frappe israélienne sur une école à Gaza, au moins 93 morts - 20minutes.fr 10 août 2024

États baltes.

La réhabilitation du nazisme en Estonie connaît un essor sans précédent - InfoBrics - Mondialisation.ca, 07 août 2024

La folie russophobe et le néonazisme deviennent des phénomènes de plus en plus inquiétants dans les pays alignés sur l'Occident, en particulier dans les États baltes. En plus de mettre en place des politiques d'apartheid à l'encontre des citoyens d'origine russe, ces États rendent publique leur admiration pour les figures historiques nazies, montrant ainsi que l'idéologie hitlérienne est en plein essor.

Récemment, les autorités estoniennes ont franchi une étape importante dans leur révisionnisme historique pro-nazi en inaugurant un monument dédié à deux vétérans de la Waffen-SS. Les lauréats, le major Georg Sooden et le lieutenant Raul Juriado, ont servi dans la 20e division estonienne de volontaires SS pendant la Seconde Guerre mondiale, participant au front de l'Est contre l'Union soviétique. Tous deux ont été éliminés par l'Armée rouge lors de l'avancée soviétique de l'été 1944, dans la région de Narva.

Une cérémonie publique a eu lieu en présence de militaires estoniens et d'activistes fascistes. Des vidéos diffusées sur Internet montrent le moment où le monument a été inauguré par des officiers estoniens en uniforme, ce qui prouve qu'il s'agit d'une initiative de l'État et non d'un simple acte d'individus indépendants. Au cours de la cérémonie, Vallo Reimann, le président du conseil local, a déclaré que l'objectif de cette initiative était de commémorer les soldats morts pendant la « *guerre d'indépendance estonienne* ».

Par ailleurs, Meelis Kiili, général de division à la retraite et député, a déclaré :

« *L'Estonie se souviendra de toute une génération de soldats qui sont morts pendant la guerre d'indépendance de l'Estonie : [L'Estonie se souviendra de toute une génération d'hommes et de femmes dont les vies ont été prises par la terreur bolchevique (...)] [Nous] devons préserver notre liberté (...), parler estonien et perpétuer l'esprit estonien* ».

Il est important de souligner que le monument a été placé dans la ville de Johvi, dans le comté d'Ida-Viru, une région à majorité russe d'origine. Il s'agit clairement d'une insulte délibérée à la population locale, qui révèle le niveau d'irrespect dont font preuve les autorités estoniennes à l'égard des citoyens russophones. Outre l'apartheid et la discrimination, les Russes sont désormais contraints de coexister avec des cérémonies publiques en l'honneur des meurtriers qui ont tué leurs proches pendant la Grande Guerre patriotique.

Il est intéressant de noter que les Estoniens ont déjà adopté le terme « *guerre d'indépendance* » pour désigner les crimes nazis contre les citoyens soviétiques. En plus de « *blanchir* » sa propre histoire et de « *réviser* » le passé, l'Estonie dit littéralement que les nazis se sont battus pour « *l'indépendance de l'Estonie* » pendant la guerre, ce qui est un mensonge propagandiste qui peut être facilement réfuté. Il est inquiétant de savoir que les jeunes Estoniens sont éduqués dans les écoles avec ce type de récit, apprenant à respecter les criminels génocidaires nazis et à haïr les Russes, croyant que l'intention des Allemands était d'« *aider* » les Estoniens et non de promouvoir un massacre ethnique contre tous les peuples soviétiques.

L'avenir des relations entre l'Estonie et la Russie risque d'être catastrophique. La prochaine génération d'Estoniens sera probablement composée de personnes fanatiquement haineuses de la Russie et sympathisantes des nazis. Ce qui se passe en Ukraine est également en train de se développer dans les pays baltes et dans d'autres anciens États socialistes. Le lavage de cerveau imposé par l'Occident pour rendre ces États hostiles à la Russie atteint aujourd'hui des niveaux sans précédent. Ce qui a commencé par un « *révisionnisme* » antisoviétique et la démolition de monuments à la gloire des héros de l'Armée rouge s'est transformé en une glorification ouverte du nazisme.

https://www.mondialisation.ca/5691221-2/5691221?doing_wp_cron=1723099968.2212870121002197265625

Bombardement de Nagasaki : Israël absent, l'ambassadeur des États-Unis boycotte les commémorations - RT 9 août 2024

Les ambassadeurs de plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, auteurs du bombardement atomique de Nagasaki, la France et le Royaume-Uni, n'ont pas assisté aux commémorations du 79^e anniversaire de la tragédie. Ceux-ci n'ont pas accepté que leur homologue israélien n'ait pas été convié par la ville nipponne.

Dans une lettre envoyée en juillet au maire de Nagasaki, l'Australie, l'Allemagne, le Canada, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et les États-Unis avaient prévenu qu'il leur serait « *difficile d'avoir une participation de haut niveau à cet événement* » si Israël n'était pas convié.

Le fait de ne pas convier Israël « crée une équivalence malheureuse et trompeuse avec la Russie et la Biélorussie, les seuls autres pays à ne pas être invités » a ainsi estimé la représentation britannique au Japon, annonçant que l'ambassadrice Julia Longbottom ne serait pas présente.

C'est la faute à la pluie et au rafraîchissement climatique, qui l'aurait cru ! Je rectifie, au réchauffement climatique.

Cinq questions sur la mauvaise récolte de blé tendre qui frappe les agriculteurs cette année - francetvinfo.fr 8 août 2024

Les pluies incessantes depuis l'automne et les températures basses du printemps ont favorisé le développement de maladies et drastiquement réduit les rendements dans les champs.

"*Catastrophique*". C'est l'adjectif qu'a utilisé Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, pour qualifier la moisson de blé tendre de cette année, au micro de franceinfo, mercredi 7 août. Il y aura "*entre 25 et 30% de récolte en moins*", estime le représentant du syndicat agricole. Selon une estimation du cabinet Argus Media, la production en 2024 pourrait en effet être au plus bas depuis 1983, avec 25,17 millions de tonnes récoltées en 2024, contre 35,1 en 2023.

"*Il y a toujours eu des mauvaises années, mais avec le réchauffement climatique, les sécheresses sont de plus en plus fortes et les pluies aussi*", affirme un cultivateur.

L'Agreste, le service statistique du ministère de l'Agriculture prévoit une production de 8 millions de tonnes d'orge d'hiver cette année, contre 9,7 en 2023, et une production de 3,9 millions de tonnes de colza en 2024, contre 4,3 en 2023.

"*Sur le blé, l'orge et le colza, j'ai fait moitié moins de rendement*", estime Jean-Bernard Lozier.

En revanche, certaines de ses autres cultures ne sont "*pas aussi catastrophiques*". "*Le maïs, le tournesol et le sorgho ont eu un départ difficile, mais maintenant la pluie les alimente bien et il fait chaud, mais pas trop*", se réjouit le céréalier, "*plutôt optimiste pour ces récoltes*", qui devraient lui permettre de limiter les pertes de cette mauvaise année.

La baisse des rendements dans les champs de blé tendre représente des pertes "*de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros*" pour une exploitation agricole moyenne, affirme le représentant syndical Arnaud Rousseau.

"*Je dirais que je vais avoir une baisse moyenne de 30% de marge sur les cultures impactées [blé tendre, orge, colza]*", estime Jean-Bernard Lozier.

Le blé tendre, la céréale la plus cultivée en France, fournit de la farine utilisée pour fabriquer du pain, des biscuits ou des gâteaux. Il est globalement utilisé dans la plupart des produits à base de pâte fraîche, contrairement au blé dur, qui est utilisé pour les produits à base de pâte dure, comme les pâtes, la semoule ou le boulgour. Selon les estimations de l'Agreste, la production de blé dur devrait, elle, rester stable entre 2023 et 2024.

Le président de la FNSEA a déjà demandé au ministre de l'Agriculture démissionnaire, Marc Fesneau, de mettre en place "*des mesures d'accompagnement de l'Etat classiques*", par exemple

"sur les taxes sur le foncier non bâti, avec des exonérations, des aides au paiement des charges sociales et fiscales". Fin juillet, le gouvernement s'était dit prêt à activer des dispositifs d'aide exceptionnelle aux céréaliers en cas de mauvaises moissons. francetvinfo.fr 8 août 2024

J-C - Chaque année en fonction de la météo certaines cultures sont favorisées au détriment d'autres, il en a toujours été ainsi, non ?

Lu.

La défaite de l'Occident - Todd

Extraits.

«Poursuivons l'inventaire à la Ionesco de ses dysfonctions. Dans les statistiques du National Health Service (NHS), orgueil, après-guerre, de la nation, symbole de l'État social (État social et nation active, c'est tout un), on découvre qu'en 2021, parmi les nouveaux médecins enregistrés au Royaume-Uni, seulement 37% étaient britanniques, 13% originaires de l'UE et 50% venus du reste du monde, surtout d'Inde et du Pakistan.»

Et de poser la question qui tue : *«Mais qu'est-ce donc que cette nation qui n'est plus capable de former ses propres médecins pour soigner ses citoyens ? Cet appauvrissement commence à peser sur l'état biologique de la population.»*

Todd parle même de la diminution de la taille des enfants britanniques. Cette fois il cite le Guardian :

«Les enfants britanniques qui ont grandi pendant les années d'austérité accusent un retard de taille par rapport à nombre de leurs pairs européens. En 1985, garçons et filles britanniques se classaient au 69e rang sur 200 pays pour la taille moyenne à l'âge de 5 ans. Mais en 2019, les garçons étaient au 102e rang et les filles au 96e...Selon les experts, un mauvais régime alimentaire et des coupes budgétaires dans le système de santé sont à l'origine de ce phénomène.»

Santé.

Le passeport vaccinal européen débarque dans 5 pays pilotes : le projet EUVABECO à la loupe - 8 août 2024

La mise en place d'un système de contrôle numérique mondial se poursuit.

La CVE, la Carte de Vaccination européenne sera lancée dès septembre 2024 dans 5 pays pilotes. Elle consolidera non seulement toutes les données de vaccination en un seul endroit, mais aussi des «métadonnées» téléchargeables que l'on pourra partager avec un code QR.

Le projet fait partie d'un programme plus vaste nommé EUVABECO qui vise à contrôler et augmenter la vaccination au sein de l'Union. Intégrée au système de certification numérique

mondiale de l'OMS, la CVE avance de pair avec l'introduction de l'identité numérique européenne et de la monnaie numérique en Europe.

La Carte devrait être en circulation dans tous les États membres de l'Union à partir de 2026.

Les citoyens attentifs à la menace d'un contrôle social accru réagissent. Comment faire face à cette nouvelle avancée vers un gouvernement mondial par la santé ?

<https://reseauinternational.net/le-passeport-vaccinal-europeen-debarque-dans-5-pays-pilotes-le-projet-euvabeco-a-la-loupe/>

Bangladesh.

Lu. Source : Deccan Herald via Tlaxcala

Le dénouement peu glorieux à la sri-lankaise semble s'être répété – c'est ainsi que le régime de Rajapaksa avait pris fin. La médiation anglo-usaméricaine l'a peut-être rendu possible à Dhaka. Le chef de l'armée, le général Waker-Uz-Zaman, est un produit achevé du King's College de Londres [et du Collège Interarmées de Défense britannique, NdT]

La rapidité avec laquelle l'agitation étudiante s'est transformée en un mouvement antigouvernemental est impressionnante. Cela soulève des questions troublantes. Il existe une étrange similitude avec les révolutions de couleur. Du point de vue usaméricain, le Bangladesh est un pays prioritaire pour la «*démocratisation*» et un pilier de la stratégie Indopacifique des USA. Washington a exercé des pressions sur Hasina pour qu'elle prenne le train en marche. Le refus obstiné de Hasina d'adhérer au Quad a probablement été l'élément décisif. Avec l'échec de la révolution colorée en Thaïlande, l'impasse dans laquelle se trouve l'insurrection au Myanmar et la consolidation chinoise au Sri Lanka et aux Maldives, l'importance du Bangladesh pour la stratégie occidentale dans la région est sans égale.

Il est intéressant de noter que la Maison-Blanche a publié en temps réel une déclaration saluant explicitement le changement de régime à Dhaka et félicitant l'armée : *«Les USA appellent depuis longtemps au respect des droits démocratiques au Bangladesh, et nous demandons instamment que la formation du gouvernement intérimaire soit démocratique et ouverte à tous. Nous félicitons l'armée pour la retenue dont elle a fait preuve aujourd'hui»*.

C'est le célèbre stratège usaméricain Zbigniew Brzezinski qui a écrit le scénario de la géostratégie, le faucon libéral qui a influencé la politique étrangère du parti démocrate : *«L'Ukraine, nouvel espace important sur l'échiquier eurasiatique, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à transformer la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique ... si Moscou reprend le contrôle de l'Ukraine, avec ses 52 millions d'habitants, ses ressources importantes et son accès à la mer Noire, la Russie retrouve les moyens de devenir un puissant État impérial»*.

Si l'on remplace «Ukraine», «Russie» et «mer Noire» par «Bangladesh», «Inde» et «golfe du Bengale», on obtient une perspective étonnante à travers le brouillard. Pour dire les choses simplement, les forces extérieures ont une façon d'amplifier les demandes des groupes nationaux, en ouvrant l'espace à de nouvelles questions pour faire écho à ces demandes dans l'arène nationale.

C'est ce qui s'est passé au Bangladesh. Si ce modus operandi n'est pas compris, l'Inde perd le fil de l'intrigue. Nous nous trouvons à un moment historique mondial sensible, et les tendances occidentales à intervenir dans la politique de régime des pays ont tendance à être plus fortes – le Pakistan d'abord, le Bangladesh maintenant.

Le Bangladesh est la clé de la sécurité du nord-est de l'Inde. C'est un foyer de sentiments anti-indiens, en particulier en ces jours heureux du nationalisme hindou. Sa situation stratégique à l'extrémité du golfe du Bengale en fait une plaque tournante de la connectivité régionale. L'Inde n'a d'autre choix que de travailler dur pour obtenir un gouvernement amical à Dhaka. Il s'agit d'un point d'inflexion. De nombreux organismes publics vitaux du Bangladesh sont favorables aux USA.

Le soutien des États-Unis et du Pakistan aux islamistes a déstabilisé le Bangladesh et contraint Hasina à démissionner. - InfoBrics - Mondialisation.ca, 06 août 2024

Les États-Unis voulaient écarter Hasina du pouvoir principalement en raison de ses liens cordiaux avec la Chine et la Russie et ignoraient son amitié avec l'Inde, qui faisait contrepoids aux deux grandes puissances. Hasina étant considérée comme une présidente indépendante, il était impératif pour les États-Unis d'atteindre leur objectif de l'écarter du pouvoir.

Selon WeeklyBlitz, avant la démission de Mme Hasina, le nexus islamiste du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), lié à Al-Qaïda, le Jamaat-e-Islami, le Parti Jatiyo (Quader) et Hizbut Tahrir ont fourni des routeurs de poche afin que les participants à des actes terroristes puissent accéder à Internet via le WiFi pour aider à diffuser de la désinformation sur les plateformes de médias sociaux, en particulier Facebook, Instagram et YouTube. Le média a souligné que le nexus islamiste utilisait la technologie dans le cadre de ses efforts pour « [mettre en œuvre] son plan notoire de transformer le Bangladesh en un État néotaliban ou en un pays en faillite ».

Cela suggère que les islamistes étaient très bien organisés et prêts à s'emparer d'une question médiocre (comme l'interdiction du système de quotas pour les emplois gouvernementaux) pour renverser un gouvernement démocratiquement élu qui n'était pas opposé aux États-Unis, mais qui donnerait la priorité aux intérêts du Bangladesh sur tous les autres, c'est-à-dire qui n'était pas opposé à la Chine ou à la Russie. En fait, dans le cadre de ses efforts de rapprochement et pour rassurer l'Occident sur le fait que Dhaka maintiendrait une politique étrangère équilibrée, Hasina a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky en marge de la conférence de Munich sur la sécurité en février.

Cependant, les efforts de rassurance et de rapprochement de Hasina n'étaient pas satisfaisants pour Washington, qui exigeait une soumission totale. Les manifestations étudiantes ont donc fourni aux États-Unis l'occasion idéale d'activer les islamistes et de forcer Hasina à démissionner et à s'exiler.

Cette démission soulève des questions sur l'avenir du Bangladesh et sur les conséquences pour l'Inde, d'autant plus que, comme le rapportent les médias bangladais, les efforts visant à écarter Hasina du pouvoir ont été menés non seulement par la CIA, mais aussi par l'ISI, l'agence de renseignement pakistanaise. Si des mandataires pakistanais écartent du pouvoir un dirigeant favorable à l'Inde, New Delhi pourrait avoir de nouvelles préoccupations sécuritaires à prendre en compte à sa frontière orientale.

« Hasina a été sensible aux préoccupations de l'Inde en matière de sécurité. En retour, l'Inde s'est montrée un voisin généreux, en aidant le Bangladesh à se développer et en construisant des

connexions pour signaler l'interdépendance économique et sécuritaire entre les deux pays », a déclaré Indrani Bagchi, PDG du centre Ananta Aspen, à IndiaToday.

IndiaToday a rapporté que la colère contre l'Inde s'était exprimée dans les manifestations au Bangladesh parce que New Delhi aidait Hasina à rester au pouvoir. Maintenant qu'un gouvernement intérimaire soutenu par l'armée prend des décisions à Dhaka, la situation est plus incertaine pour l'Inde, qui doit veiller à ne pas éveiller les soupçons dans le pays voisin.

La principale préoccupation de New Delhi est que la CIA et l'ISI ont réussi à écarter du pouvoir un dirigeant qui exerçait une forte emprise sur les forces islamistes radicales, était favorable aux préoccupations sécuritaires de l'Inde, avait résolu d'épineuses questions frontalières vieilles de plusieurs décennies et maintenait l'équilibre avec toutes les grandes puissances. New Delhi espère évidemment que cet équilibre sera maintenu et que le Bangladesh ne deviendra pas un avant-poste de l'ISI pour faire pression sur l'Inde à partir d'un autre front, mais à l'heure actuelle, il n'y a aucune certitude.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que les États-Unis ont déjà coopéré avec le Pakistan pour mettre les forces islamistes au service de leur programme, comme ils l'ont fait en Afghanistan pour combattre l'Union soviétique, mais cette fois-ci, il s'agissait de renverser le premier ministre indépendant du Bangladesh.

L'Inde est au seuil d'une grave crise et l'Occident y est pour quelque chose – RT 11 août 2024

Washington a exercé une pression stratégique sur Sheikh Hasina, pleinement conscient que ses successeurs potentiels pourraient être moins démocratiques et plus proches des islamistes.

Par Kanwal Sibal, ancien ministre indien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur en Russie de 2004 à 2007. Il a également occupé des postes d'ambassadeur en Turquie, en Égypte, en France et a été chef de mission adjoint à Washington.

L'éviction forcée du Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, par des agitateurs de rue au début de la semaine comporte de nombreux aspects, internes et externes, qui seront tous problématiques à court et moyen terme pour le Bangladesh lui-même, pour l'Inde et pour l'ensemble de la région.

La politique du Bangladesh a été mouvementée : le père de Sheikh Hasina, Sheikh Mujibur Rahman, considéré comme le père de la nation, a été tué en 1975 dans un coup d'État militaire avec tous les membres de sa famille, à l'exception de Sheikh Hasina et de sa sœur, qui se trouvaient à l'étranger à l'époque.

Depuis lors, le Bangladesh a connu une série de coups d'État militaires jusqu'à ce que le gouvernement civil soit rétabli en 1991. Cependant, cela n'a pas réussi à stabiliser la situation politique dans le pays en raison de la rivalité incessante entre la ligue Awami de Sheikh Hasina et Begum Khaled Zia, veuve de l'ancien chef du coup, le général Ziaur Rahman, qui dirige le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP).

Cela a entraîné une profonde polarisation du système politique du Bangladesh, rendant pratiquement impossible le bon fonctionnement des processus démocratiques. Le BNP n'a pas

participé aux deux dernières élections générales. Khaleda Zia, en résidence surveillée depuis 2018 pour corruption, a été libérée par le président du Bangladesh quelques heures après le renversement de Hasina.

Une porte ouverte aux islamistes radicaux

La complexité de la rivalité personnelle est aggravée par la présence de forces islamistes radicales dans le système politique du Bangladesh, telles que le Jamaat-e-Islami (JeI), étroitement lié au BNP. Le JeI croit au Bangladesh islamique, contrairement à la ligue Awami plus laïque.

Ces éléments islamistes radicaux, qui n'ont pas participé à la lutte de libération contre l'armée pakistanaise au Pakistan oriental de l'époque, sont pro-pakistanaï et anti-indiens par leur orientation, compte tenu du rôle de l'Inde dans la libération du Bangladesh. Avec l'éviction de Sheikh Hasina, son parti en plein désarroi politique et le BNP politiquement revitalisé, le JeI et les éléments islamistes affiliés auront beaucoup plus d'influence et affaibliront les forces plus laïques du pays.

Des rapports indiquent que la minorité hindoue au Bangladesh est déjà la cible d'islamistes radicaux. Le renversement de la statue de Sheikh Mujibur Rahman par les vandales en est un signe inquiétant, comme une imitation du renversement de la statue de Saddam Hussein à Bagdad. La résidence de Sheikh Mujibur Rahman, transformée en musée, a été incendiée et celle de l'ancien Premier ministre a été vandalisée, tout comme les foules sri-lankaises ont fait avec la résidence du Premier ministre à Colombo et les Talibans au palais présidentiel à Kaboul après la fuite d'Ashraf Ghani.

Le fait que la ligue Awami, parti de la lutte pour la liberté du Bangladesh, n'ait pas été invité par le commandant en chef de l'armée de terre à se joindre à la discussion pour la formation d'un gouvernement intérimaire du Bangladesh n'augure rien de bon pour l'avenir de la démocratie au Bangladesh. Le fait que le parti puisse se renouveler et le rôle qu'il pourra jouer dans la politique à venir du Bangladesh sous une nouvelle gouvernance reste à voir.

Le BNP, issu d'un coup d'État militaire, a une légitimité démocratique douteuse, notamment en raison de ses liens avec les islamistes. Dans le passé, il a soutenu le terrorisme et les mouvements rebelles contre l'Inde sur son territoire. Après avoir accédé au pouvoir, il s'est opposé à une coopération mutuellement bénéfique avec l'Inde dans le domaine des transports et du transit, dans le but explicite d'empêcher un accès plus facile aux États du nord-est de l'Inde et d'entraver leur développement.

Relations tendues entre Washington et Sheikh Hasina

L'Occident, en particulier les États-Unis, a cherché cyniquement à exercer une pression politique sur Sheikh Hasina sur le front de la démocratie, bien conscients que les alternatives étaient encore moins démocratiques et de surcroît encore plus influencées par les islamistes. Les États-Unis ont joué leur rôle dans la délégitimation du gouvernement de Sheikh Hasina par de nombreuses mesures qu'ils ont prises, qui ont sans aucun doute contribué indirectement à son renversement. Cela ne signifie pas que les actions du Sheikh Hasina ne laissaient pas à désirer sur le plan démocratique, mais cela ne justifie pas une intervention extérieure, surtout si elle est sélective.

Le Bangladesh n'a pas été convié au Sommet pour la démocratie à Washington en 2021, auquel le Pakistan a ironiquement été invité. La même année, les États-Unis ont imposé des sanctions aux

forces paramilitaires d'élite du Bangladesh, le Bataillon d'action rapide, pour violation des droits de l'homme. En 2016, les États-Unis se sont opposés au procès lancé par le gouvernement de la ligue Awami contre les milices pro-pakistanaïses locales qui avaient collaboré avec l'armée pakistanaïse dans des meurtres et des viols lors de la lutte pour la libération.

En 2023, le département d'État a annoncé qu'il prenait des mesures pour imposer des restrictions de visas aux citoyens bangladaïses responsables ou impliqués dans le processus électoral démocratique au Bangladesh. En mai 2024, le département d'État a imposé des sanctions à l'ancien commandant de l'armée du Bangladesh pour corruption.

Mohammed Yunus, fondateur de Grameen Bank, qui a été condamné à six mois de prison pour avoir enfreint la législation du travail au Bangladesh et s'être opposé Sheikh Hasina, est maintenant invité à diriger le gouvernement intérimaire du Bangladesh. Il est considéré comme un protégé des États-Unis. Les charges de corruption portées contre lui ont été abandonnées en vertu de la nouvelle dérogation.

L'animosité entre Sheikh Hasina et les États-Unis était assez ouverte. L'ancien Premier ministre est récemment allée jusqu'à accuser Washington de vouloir créer un petit État chrétien sur le territoire du Bangladesh, du Myanmar et du Manipur indien (où les États-Unis se sont montrés provocateurs avec leurs commentaires sur les troubles ethniques internes) sur le modèle du Timor oriental. Il convient de rappeler qu'à l'époque, les États-Unis s'opposaient à la création du Bangladesh et ont menacé l'Inde d'une action militaire. La mesure dans laquelle cet héritage a continué à influencer sur la politique américaine à l'égard de Sheikh Hasina et de la ligue Awami reste un sujet de spéculation.

Cependant, il est évident que la politique des États-Unis à l'égard du Bangladesh ne correspond pas au partenariat stratégique entre l'Inde et les États-Unis, ni aux objectifs du groupe du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité et au concept de la région Indo-Pacifique. Les relations de l'Inde avec le Bangladesh ont été un exemple notable du succès de la politique indienne de voisinage.

Redistribution des cartes : New Delhi s'inquiète

Les liens indo-bangladaïses ont prospéré sous Sheikh Hasina, grâce à de nombreux projets de développement, de communication et de transit. Elle a éliminé les groupes rebelles anti-indiens opérant sur le territoire du Bangladesh, ainsi que le terrorisme dirigé contre l'Inde par des éléments islamistes liés au Pakistan. Cependant, parallèlement, elle a également renforcé ses liens avec la Chine, qui est devenue le plus grand fournisseur de matériel militaire du pays. Le Bangladesh est devenu le premier pays après le Pakistan à adhérer à l'initiative chinoise «*Une ceinture, une route*». L'Inde est inquiète de la construction par la Chine d'un port au Bangladesh dans le cadre de sa stratégie maritime dans l'océan indien qui vise à y renforcer sa présence navale.

Les déclarations des États-Unis et du Royaume-Uni au sujet de la crise au Bangladesh ne tiennent pas compte des préoccupations de l'Inde, notamment de la sécurité de la communauté hindoue dans ce pays. Les deux pays, en particulier les États-Unis, ne sont pas avares de déclarations concernant la sécurité des minorités en Inde, mais taisent la question des minorités au Bangladesh. Le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé l'ONU à enquêter sur les événements de ces dernières semaines au Bangladesh dans l'intention claire de les internationaliser et d'attaquer Sheikh Hasina sur les questions relatives aux droits de l'homme.

L'Inde est à juste titre préoccupée par les retombées du changement au Bangladesh, non seulement pour la minorité hindoue, mais aussi compte tenu de la propagation potentielle de l'instabilité au

nord-est de l'Inde qui subit déjà une pression en raison des troubles au Myanmar. New Delhi sera également préoccupée par l'échec des projets indiens dans le pays, en particulier dans les domaines des communications et du transit. En raison des mutineries au Myanmar, l'instabilité au Bangladesh ébranle les pays voisins de l'Inde à l'est. La politique indienne du «*Regard vers l'Est*» a également été davantage perturbée.

Du point de vue de l'Inde, le Pakistan et la Chine bénéficieront du renversement de Sheikh Hasina. Le Pakistan aura des éléments islamistes anti-indiens en tant que partenaires qui pourraient à l'avenir perturber les relations entre l'Inde et le Bangladesh. La Chine semble s'être récemment distancée de Sheikh Hasina, à en juger par les informations selon lesquelles, lors de sa récente visite, elle n'a pas pu rencontrer le président Xi Jinping et n'a pas reçu l'aide financière qu'elle espérait, ce qui l'a incitée à interrompre sa visite. Les sentiments anti-indien au Bangladesh ouvriront plus de portes à la Chine dans le pays.

Sheikh Hasina était une vieille amie - reseauinternational.net 11 août 2024

Il suffit de regarder la vidéo d'une interview de Mohammad Yunus par *Times Now* (ci-dessous), qui dirige le gouvernement intérimaire à Dhaka. Ne vous faites pas d'illusions sur ses sentiments chaleureux à l'égard de l'Inde. Yunus a affirmé que ce sont les cadres de la Ligue Awami qui ont massacré les hindous et brûlé leurs propriétés. Il ne s'engage pas sur l'amitié avec l'Inde et conseille à New Delhi de travailler plus dur pour gagner le respect et l'amitié.

Muhammad Yunus Says India Focused on Sheikh Hasina Instead of Building Friendship...

<https://www.youtube.com/watch?v=pn-FReslZZw>

Ce ton combatif n'est dû qu'au fait que les Américains le soutiennent fermement. Yunus a été soutenu assidûment par les Américains pendant des décennies. Ce n'est pas un secret que le prix Nobel est décerné à des mandataires prometteurs.

Conformément à un schéma bien établi dans les révolutions de couleur, la proposition de nommer Yunus à la tête du gouvernement intérimaire émane apparemment d'un obscur leader étudiant autoproclamé, qui était lui-même considéré par les médias occidentaux comme une étoile montante – et qui a probablement été incité à lancer l'idée. La proposition a été immédiatement acceptée par le président !

La chronique des Nobels a une histoire intéressante à raconter : ils proviennent en grande majorité de pays considérés comme inamicaux par les États-Unis et choisis pour leur capacité à jeter le discrédit sur l'élite dirigeante de leur propre pays ou à discréditer certains régimes dont les politiques indépendantes et l'«autonomie stratégique» sont mal perçues par Washington.

Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les cinq dernières années. Les quelques élus étaient Narges Mohammadi, militante iranienne des droits de l'homme (2023) ; Ales Bialiatski, «*militant pro-démocratie*» biélorusse (2022) ; Dmitry Muratov, journaliste russe (2021) ; Maria Ressa, journaliste philippine-américaine qui s'est concentrée sur le bilan en matière de droits de l'homme de l'ancien président Rodrigo Duterte dont l'«anti-américanisme» était bien connu (2020).

L'État profond a repéré Yunus dès 1965, lorsqu'il a été emmené en tant qu'étudiant étranger Fulbright à l'université Vanderbilt et a passé les années suivantes en Amérique. (Au cours des dernières décennies, les Américains ont utilisé Singapour comme terrain d'entraînement pour leurs mandataires). Au fil des ans, les mentors américains ont généreusement subventionné l'ONG de Yunus, la Grameen Bank, qui, depuis sa création en 1983, a accordé des prêts sans garantie d'un montant considérable de 7,6 milliards de dollars (à la fin 2008) dans plus d'un lakh de villages au Bangladesh, créant ainsi un vaste réseau d'influence dans le pays !

En septembre 2010, la Chambre des représentants du gouvernement américain a adopté à l'unanimité un projet de loi visant à décerner à Yunus la Médaille d'or du Congrès, qui est, avec la Médaille présidentielle de la liberté et la Médaille présidentielle des citoyens, la plus haute distinction civile décernée par le gouvernement américain.

Le président Barack Obama a rapidement signé le projet de loi. L'année précédente, en 2009, le président Obama avait décerné à Yunus la médaille présidentielle de la liberté. Yunus a ainsi rejoint le panthéon des héros américains qui ont reçu les trois distinctions : le prix Nobel de la paix (2006), la médaille présidentielle de la liberté (2009) et la médaille d'or du Congrès (2010). Les seuls autres héros à tenir compagnie à Yunus sont Martin Luther King Jr, Elie Wiesel, Mère Teresa, Nelson Mandela, Norman Borlaug et Aung San Suu Kyi.

Mais, comme le diraient les Américains, il n'y a pas de déjeuner gratuit. Depuis 2010 environ, Yunus participe aux campagnes de la National Endowment for Democracy (NED), une plateforme créée par Ronald Reagan en 1983 afin de fournir à la CIA un outil pratique pour déstabiliser les gouvernements étrangers en parrainant des projets de groupes non gouvernementaux pour des «*rôles démocratiques*».

La NED est une institution unique et bien équilibrée, financée par le Congrès américain. Son caractère «*non gouvernemental*» lui confère une flexibilité qui lui permet de travailler dans des circonstances difficiles et de réagir rapidement lorsqu'une opportunité de changement politique se présente. En d'autres termes, elle permet à la CIA de cacher sa participation aux déstabilisations politiques d'États.

La NED affirme se consacrer à la promotion de la croissance d'un large éventail d'institutions démocratiques à l'étranger, y compris les partis politiques, les syndicats, les marchés libres et les organisations commerciales, ainsi que les nombreux éléments d'une société civile dynamique qui garantissent les droits de l'homme, l'indépendance des médias et l'État de droit.

Avec le soutien sans faille du gouvernement américain, la NED s'est développée à pas de géant et, ces dernières années, s'est concentrée davantage sur les priorités stratégiques, notamment en Géorgie, en Ukraine, en Arménie et en Thaïlande. La principale qualification de Yunus en tant qu'enfant de chœur du projet de «*démocratisation*» de la NED était qu'il dirigeait une ONG soutenue par des fonds américains. Il est évident que les Américains ont créé un halo mythique autour de lui, ce qu'ils savent bien faire lorsqu'il s'agit d'améliorer le profil de leurs mandataires.

En 2011, le gouvernement du Bangladesh a forcé Yunus à démissionner de la Grameen Bank, sentant ses ambitions politiques.

La grande question est de savoir ce qui va se passer ensuite. Il est très improbable que Yunus, 84 ans, soit en mesure de jouer le rôle de bâtisseur de la nation dans le contexte politique houleux du Bangladesh.

Les Américains ont toutefois besoin d'un peu de répit avant de le remplacer – et probablement de l'élever au rang de prochain président. La révolution colorée a été organisée à la hâte alors que les conditions étaient réunies pour en déclencher une. Les étudiants réclament un partage du pouvoir ; le parti nationaliste du Bangladesh, conservateur et de centre-droit, est prêt à tout ; le Jamaat-e-Islami du Bangladesh, le plus grand des partis politiques islamistes du pays, s'appuie sur des cadres et peut devenir la troupe d'assaut du plus offrant.

Si, comme cela semble être le cas, un axe de renseignement américano-britannique-pakistanaïse a joué un rôle déterminant dans le détronement de Hasina, les jeux sont faits. Faites-leur confiance pour maintenir le nouveau régime en place, par des moyens détournés, comme c'est le cas à Islamabad depuis 2022.

Dans ses premières remarques aux médias, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a soigneusement évité de demander que le pays organise des élections anticipées. Il a déclaré : *«Nous suivons la situation de très près. Je dirais simplement que toute décision prise par le gouvernement intérimaire doit respecter les principes démocratiques, l'État de droit et la volonté du peuple. Pour notre part, nous prenons très au sérieux la sécurité et le bien-être des citoyens américains et de notre personnel. Comme vous le savez, je pense, nous avons ordonné le départ de notre personnel non essentiel et, bien entendu, nous surveillerons cette situation jour après jour».*

Il est certain que Washington s'inquiète de savoir s'il a fait plus que ce qu'il pouvait faire. Il est tout à fait concevable que le modèle pakistanaïse se répète au Bangladesh – une classe compradore portée au pouvoir par des «élections» tandis que les militaires mènent la danse en coulisses avec le soutien du condominium américano-britannique-pakistanaïse, qui a orchestré le renversement de Hasina. L'avenir est inquiétant car, pour Washington, la géopolitique l'emporte de loin sur la sécurité et la stabilité régionales.

Source : [Indian punchline](#) via [Le Saker Francophone](#)

Russie.

Lu dans le Financial Times sur la situation économique et sociale en Russie.

- *«Alors que le conflit s'éternisait, la hausse des salaires dans l'industrie de la défense en plein essor a forcé les entreprises civiles à suivre le rythme. Sans cela, il est impossible d'attirer de la main-d'œuvre en période de grave pénurie. En conséquence, la Russie s'est soudainement retrouvée au milieu d'un boom de la consommation».*

«Les salaires réels augmentent rapidement... Il y a des gens qui ne gagnaient presque rien avant le conflit qui a dégénéré... qui ont soudain beaucoup d'argent», explique Janis Kluge, expert de l'économie russe à l'Institut allemand pour la coopération internationale et les affaires de sécurité.

Selon Rosstat, les salaires réels ont augmenté de près de 14% et la consommation de biens et de services d'environ 25%.

Selon le Russian Centre d'analyse macroéconomique et de prévisions à court terme, les salaires réels devraient continuer à augmenter de 3,5% cette année, ainsi qu'une augmentation de 3% du revenu disponible réel.

Le taux de chômage, qui était de 7-8% en 2022, est désormais à un niveau record de l'ère post-soviétique, à 2,6%.

Cette hausse explosive des salaires est ressentie dans tout le spectre socio-économique et change dramatiquement la vie de larges pans de la population active.

Les tisserands qui gagnaient 250 à 300 dollars par mois en roubles en décembre 2021 peuvent désormais toucher 1400 dollars par mois, selon la politologue Ekaterina Kurbangaleeva.

Le salaire moyen des chauffeurs de camion a augmenté de 38% par rapport à l'année dernière. De même, un coursier peut gagner 200 000 roubles par mois (plus de 2000 €).

Dans le même temps, les sanctions occidentales et le contrôle des capitaux russes ont entraîné une baisse des prix. Les contrôles de capitaux ont permis de «mettre à la terre» l'argent des citoyens aisés dans le pays. Cela a contribué à la croissance du secteur du luxe et a donné à Moscou et à Saint-Pétersbourg l'atmosphère des «boomtowns» modernes (villes connaissant une croissance économique et démographique soudaine).

«*Tout le monde dans la classe moyenne supérieure profite simplement de la bonne vie*», déclare l'investisseur et entrepreneur moscovite Sergei Ishkov, en soulignant le nombre de nouveaux restaurants et l'explosion du marché du commerce électronique.

Un responsable russe. Un homme d'affaires a déclaré au FT : «*Presque tous ceux que je connais qui ont quitté la Russie après février 2022 et qui y sont soit revenus, soit y ont voyagé, disent que Moscou est la meilleure ville du monde*».

De nombreux Russes ont le sentiment que leur situation financière s'améliore. Plus de 13% la jugent «bonne» – le chiffre le plus élevé depuis 1999, selon Rosstat.

Le nombre de personnes qui estiment que leur situation financière est «mauvaise» ou «très mauvaise» est à un niveau bas record – environ 14% et 1% respectivement.

«*Les gens reçoivent des salaires assez élevés. Qu'en font les Russes ? Ils consomment comme des fous, et cette consommation crée de la demande intérieure*», explique Alexandra Prokopenko, chercheuse au Carnegie Russian-Eurasian Center à Berlin.

Les détaillants et le secteur de la consommation s'empressent de réagir. Rostix, le géant russe successeur de KFC, prévoit d'ouvrir 100 nouveaux établissements cette année, et la consommation de café à emporter n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui.

Le tourisme intérieur est également en plein essor. Un employé d'une agence de voyage russe et employé d'une société de réservation de voyages constatent qu'en raison des sanctions, la demande de vols intérieurs a fortement augmenté malgré la hausse des prix des billets d'avion. «*Pour la première fois, il est devenu rentable pour les compagnies aériennes de voler à l'intérieur de la Russie*», selon cette source.

La sortie de capitaux de Russie s'est ralentie.

«*Dans le segment supérieur, tout est clair : les gens ont beaucoup d'argent, ils ne peuvent le dépenser nulle part, alors ils le dépensent pour des expériences nouvelles*».

«S'ils avaient l'habitude de retirer de l'argent, d'ouvrir des comptes et d'acheter des appartements au Monténégro, cet argent reste désormais dans le pays», explique Anton, un restaurateur de Saint-Petersbourg.

«Le boom des dépenses de consommation dans la FR est un résultat totalement différent de ce que les économistes avaient prévu au début de la guerre».

Résumé.

Ce sont des conditions dont nous ne pouvons que rêver en RFA (ndlr : et en Belgique où suite aux confinements, aux sanctions et au sabotage des gazoducs Nordstream, la Place de Brouckère à Bruxelles et la terrasse du Métropole sont désormais des chancres). Au vu de cette analyse du *Financial Times*, quelqu'un peut-il encore se demander pourquoi le président Poutine obtient environ 80% d'approbation de la part des électeurs ?

Ukraine.

Lu.

«Le problème de la désertion dans l'armée ukrainienne est devenu alarmant», annonce la Deutsche Welle (DW) se rapportant à des statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien.

«Au cours du premier semestre 2024, les forces de l'ordre dans toute l'Ukraine ont ouvert près de 29 800 nouvelles affaires pénales concernant la désertion de militaires : 18 600 au titre de l'article sur l'abandon non autorisé d'une unité militaire et 11 200 au titre de l'article plus strict : Désertion. Selon les statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien. Ce nombre a déjà dépassé les chiffres de l'ensemble de l'année 2023 qui était alors 24,1 mille nouvelles où des enquêtes ont été ouvertes, et plus de trois fois le chiffre de 2022 avec 9,4 mille cas», souligne la DW.

«Incapables de punir les déserteurs, les autorités sont prêtes à leur pardonner s'ils reprennent leurs fonctions», stipule le média allemand, précisant, cependant : «persuader les fugitifs de reprendre du service n'est pas facile».

«Cependant, ces données sont loin de refléter l'ampleur réelle du problème, assurent à la DW les officiers interrogés. Certains affirment que le nombre d'affaires réelles est trois fois supérieur au nombre d'affaires pénales, d'autres même quatre fois», continue le média d'outre-Rhin.

La DW a fait savoir que «le mauvais état moral et psychologique des militaires appelés à la mobilisation», «la surcharge émotionnelle et de l'épuisement avec un long séjour dans la zone de combat sans rotation» et «un niveau d'assistance insuffisant de la part du commandement pour résoudre les problèmes familiaux et sociaux», sont les causes de ces désertions.

«La loi martiale a été déclarée, le fait d'être en retard dans une unité après une absence sans raison valable, même pendant quelques heures, peut être qualifié d'infraction pénale grave passible d'une peine de 5 à 10 ans. Et jusqu'à présent, les lois sont devenues encore plus strictes», conclut le média allemand.

Bulgarie. Cette propagande devrait faire l'objet d'un bannissement universel.

Bulgarie : Le Parlement interdit « la propagande » en faveur des LGBT+ à l'école - 20 Minutes 7 août 2024

C'est un vote « surprise ». Le Parlement de Bulgarie a interdit mercredi la « propagande » LGBT+ à l'école, via un amendement introduit sur proposition du parti d'extrême droite prorusse Vazrajane (Renaissance), qui a été adopté avec 159 voix (22 contre et 13 abstentions).

Cet amendement rend illégal « l'encouragement » d'une « orientation sexuelle non traditionnelle » et d'une identité de genre « différente de la biologique », sur le modèle d'une loi hongroise fortement décriée par Bruxelles. Depuis l'été 2021, évoquer l'homosexualité devant des mineurs est passible d'une amende en Hongrie.

Fin juin, le Parlement en Géorgie avait aussi adopté une loi interdisant la « propagande LGBT+ », très similaire à une législation utilisée en Russie pour réprimer les minorités sexuelles et de genre. 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

Etats-Unis.

Un aventurier : Personne qui vit d'intrigues, d'expédients sans scrupules, à demi escroc, une définition qui va très bien au personnel politique de notre époque.

Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut - France-Soir 03 août 2024

Après des études en sciences politiques et en droit, Kamala Harris intègre le barreau de Californie. Sa carrière débute en 1990 comme procureur adjoint du district d'Alameda County. La jeune femme de 26 ans est décrite comme « compétente et en pleine ascension » par ses collègues mais ne fait parler d'elle ni par sa jeunesse ni par ses performances. Les Californiens font la connaissance de cette procureure adjoint, de mère indienne et père jamaïcain, à sa nomination à la Commission d'appel de l'assurance-chômage.

C'est en 1994 et Kamala Harris sort avec Willie Brown, trente ans son aîné, président de l'Assemblée de Californie qui l'a nommée à ce poste. Elle démissionne six mois plus tard et son compagnon la nomme cette fois-ci à la tête de la Commission d'assistance médicale. Leur relation fait couler beaucoup d'encre. Les salaires annuels de sa nouvelle compagne évoluant entre 72 000 et 97 000 dollars. Un revenu généreux pour un poste à mi-temps, voire moins, puisque la Commission d'assistance médicale se réunit une fois par mois. La presse en fait ses choux gras. Willie Brown est accusé de favoritisme et reçoit les critiques acerbes des républicains, tandis que la compétence et la légitimité de Kamala Harris, chargée de négocier des contrats entre l'État de Californie et les hôpitaux, sont remises en cause.

C'est donc à sa relation amoureuse qu'elle doit son entrée en politique, et à son amoureux son ascension dans les années qui suivent. En 1998, la voici procureur adjoint à San Francisco. Elle est en charge de la division criminelle et gère les affaires d'homicide, de vol et d'agressions sexuelles.

Son aventure prend rapidement fin après un bras de fer avec l'assistant du procureur à propos de la "proposition 21", qui prévoit de juger certains délinquants mineurs par la justice pénale pour adultes.

Après sa démission, elle est de nouveau repêchée par son "ex", Willie Brown, devenu entre-temps maire de San Francisco. A la mairie, Kamala Harris dirige la division des services à la famille et à l'enfance. Elle fait un retour en fanfare à partir de 2002, toujours sous l'aile de son ancien amant. Elle brigue le poste de Procureur de San Francisco et le comité californien du parti démocrate est appelé à ne pas soutenir le procureur en poste, Terence Hallinan.

Elle mène une campagne virulente contre son ancien patron mais ses adversaires pointent encore du doigt sa proximité avec Willie Brown. "*Sa carrière est terminée, je serai en vie et en pleine forme pendant les 40 prochaines années. Je ne lui dois rien*", se défend-elle. Oh, si, tu lui dois beaucoup ... Kamala Harris devient la première femme et la première personne de couleur à occuper ce poste. Son bilan est entaché de nombreuses polémiques, liées à ses contradictions. Elle s'oppose à la peine de mort à San Francisco mais la soutient dans les affaires fédérales. Elle fait condamner près de 2 000 personnes pour des délits liés à la marijuana et instaure la condamnation de parents pour l'absentéisme scolaire de leurs enfants, notamment les parents de jeunes délinquants. Elle est, sans véritable opposition, réélue en 2007 pour un autre mandat de 4 ans.

Kamala Harris se sent pousser des ailes et poursuit son ascension. Elle veut devenir le Procureur général de Californie et parvient, là encore, à être la première femme "*afro-américaine*" à occuper le poste. Sa gestion du National Mortgage Settlement, un accord conclu après la crise des subprimes entre le gouvernement, les 49 procureurs généraux d'État et les cinq plus grandes banques de services hypothécaires dans le pays, déçoit les propriétaires désabusés.

L'accord visait à mettre fin aux accusations portées contre ces banques concernant des pratiques abusives liées aux saisies immobilières. Kamala Harris, qui s'est retirée des négociations nationales, est accusée d'avoir trop cédé aux banques, particulièrement dans son accord séparé avec Wells Fargo, JPMorgan Chase et Bank of America. Si cet arrangement prévoit une réduction de dette de 12 milliards pour des propriétaires californiens, avec au total 18 milliards d'aides financières, aucun banquier n'a été inquiété par la justice.

Sa frivolité, ou plutôt ses proximités malsaines se confirment en 2012 lorsqu'elle empêche une plainte civile contre OneWest Bank, détenue par un groupe d'investissement dirigé par Steven Mnuchin et tout aussi accusée de saisies immobilières abusives. Une enquête menée par le bureau du procureur général de Californie révèle plus d'un millier de violations des lois. Les procureurs de l'État recommandent à Kamala Harris de poursuivre OneWest Bank en justice pour ces violations. Cependant, Harris a décidé de ne pas engager de poursuites civiles contre la banque.

Elle justifie toutes ses décisions par "*les preuves à sa disposition*". Il s'est surtout avéré que Kamala Harris ne pourrait pas se priver des dons de ces banques pour ses campagnes, comme ceux de ce même Steven Mnuchin pour sa campagne sénatoriale. Autre tâche dans son bilan comme procureur général : sa décision de maintenir en prison plusieurs accusés malgré l'absence de preuves de leur culpabilité ou la disponibilité de preuves de leur innocence.

Citons George Cage, un électricien au casier judiciaire vierge accusé d'abus sexuel sur sa belle-fille, Johnny Baca pour meurtre, Kevin Cooper, condamné à mort à l'issue d'un procès entaché de graves problèmes de corruption avant d'être empêché de procéder à des tests ADN avancés par Kamala Harris, ou encore Daniel Larsen, accusé de possession d'arme dissimulée et dont les preuves l'innocentaient.

Dès 2015, Kamala Harris brigue un siège au Sénat pour les élections de 2017. La primaire se déroule sans difficultés majeures, tant elle a été bien introduite chez les Dems par Willie Brown, son ange-gardien. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à s'immiscer dans la campagne de sa protégée, appelant même le rival de Kamala Harris à quitter la course "*par loyauté*" à son égard. Après avoir reçu le soutien du président sortant, Barack Obama, et de son vice-président, Joe Biden, elle remporte la primaire. L'attention est monopolisée par les élections présidentielles opposant Hillary Clinton à Donald Trump et la campagne de l'ancienne Procureur général de Californie est terne. Elle est élue sénatrice en 2017, en étant la deuxième "afro-américain" à le faire et la première d'origine indo-américaine.

Elle est membre de plusieurs commissions, l'une après l'autre, comme celles du renseignement ou de la Sécurité intérieure, et se fait remarquer par son hostilité envers l'administration Trump. Elle s'oppose même à la nomination de Steven Mnuchin comme secrétaire du Trésor, celui-là même qui a fait un don pour sa campagne sénatoriale ... Ses interventions irritent le président Trump en personne, qui lui reproche, avec les Républicains, un manque de respect à l'égard des personnes interrogées. Kamala Harris confond-elle son rôle de sénatrice avec celui de Procureur qui maintient les personnes en prison malgré des preuves de leur innocence ?

Comme à son accoutumée, Kamala Harris brille par ses incohérences, aussi bien politiques qu'éthiques. Opposée à la légalisation de la marijuana depuis son passage à San Francisco, elle finit par soutenir cette cause. Son revirement est jugé opportuniste. A l'opposé, elle soutient d'abord le programme Medicare for All avant de se tourner vers une approche hybride incluant des options d'assurance privée, suscitant des critiques pour son manque de constance. Mais celles-ci sont plus virulentes lorsqu'il s'agit de financement de campagne. La Sénatrice avait promis de ne pas accepter d'argent de Wall Street, mais a fini par accepter des fonds pour sa campagne présidentielle. Ses positions sur l'immigration ont également changé, notamment en ce qui concerne la décriminalisation des entrées illégales aux États-Unis.

Harris démissionne en janvier 2021 de son siège, après son élection comme vice-présidente de Joe Biden. Mais c'est la Maison Blanche qu'elle vise au début de la campagne démocrate. Considérée comme la favorite, elle n'hésite même pas à réprimander son rival, Joe Biden, pour son bilan de vice-président, histoire de gagner des points dans les sondages. Le candidat la lui rend bien, lui rappelant son bilan en tant que procureur à San Francisco et en Californie, particulièrement ses poursuites liées à la marijuana ainsi que le blocage de tests ADN de condamnés à mort. Elle chute dans les sondages et se retire, "par manque de fonds".

Ainsi, l'ascension politique de Kamala Harris illustre un parcours marqué par l'opportunisme, les contradictions et les controverses. Propulsée par ses relations intimes, elle se retrouve aujourd'hui à la tête du ticket démocrate par défaut. Comble du cynisme et de l'ironie, celle qui a bâti sa carrière sur des condamnations à outrances et de l'inconsistance politique, se présente désormais comme le visage de la continuité et du changement.

Venezuela.

Au Venezuela comme au Bangladesh, hier en Tunisie, Egypte, Irak, Syrie, Libye...

J-C - Il n'a qu'à les interdire !

Venezuela : Le Président Maduro veut réguler les réseaux sociaux pour éviter un « coup d'État cyberfasciste criminel » - 20 Minutes 7 août 2024

20 Minutes avec AFP 7 août 2024

« Ils ont utilisé le processus électoral pour [...] propager la haine sur TikTok et Instagram. J'accuse TikTok et Instagram pour leur responsabilité dans l'installation de la haine pour diviser les Vénézuéliens », a tonné Nicolas Maduro, réclamant une régulation des réseaux sociaux afin d'éviter un « coup d'État cyberfasciste criminel ».

Ce dernier a dénoncé des contenus promouvant la « haine », le « fascisme », la « division » et les « menaces », alors que le pouvoir utilise, lui aussi, abondamment ces réseaux de manière directe avec des comptes officiels ou indirecte avec ses relais et ses partisans.

« Je vais rompre les relations avec WhatsApp »

Ces plateformes ont en effet joué un grand rôle dans la diffusion de contenus sur les manifestations à l'issue de la présidentielle du 28 juillet. Parmi les hashtags les plus utilisés sur le réseau X après le scrutin, ceux de #fraude, #VenezuelaLibre et le mantra de la dirigeante de l'opposition Maria Corina Machado #HastaElFinal (jusqu'au bout). A l'autre extrémité du spectre est apparu celui de #GanoMaduro (Maduro a gagné).

Ce sont des « multiplicateurs conscients de la haine et du fascisme », a-t-il encore dénoncé, accusant le magnat Elon Musk d'avoir été derrière le « piratage massif » du Conseil national électoral (CNE) qui a empêché, selon lui, la publication du décompte de l'ensemble des voix du scrutin.

« Je vais rompre les relations avec WhatsApp », a-t-il assuré au cours d'un rassemblement au palais présidentiel lundi. « WhatsApp est utilisé pour menacer le Venezuela, et je vais donc supprimer WhatsApp de mon téléphone pour toujours ». Il a appelé à un retrait « volontaire, progressif et radical » de l'application, propriété de l'entreprise américaine Meta au même titre que Facebook et Instagram. Dans son émission à la télévision publique, en direct devant les caméras, il a ensuite désinstallé l'application, très utilisée au Venezuela.

Venezuela: Nicolas Maduro annonce la suspension du réseau social X pendant 10 jours - BFMTV 9 août 2024

"Personne ne me fera taire, je vais affronter l'espionnage de l'empire technologique. Elon Musk est le propriétaire de X et a violé toutes les règles du réseau social Twitter, devenu X, et les a violées en incitant à la haine et au fascisme", a lancé Nicolas Maduro, qui accuse régulièrement le milliardaire américain de comploter contre lui.

Rejeter les tentatives de déstabilisation du gouvernement bolivarien du Venezuela – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité avec Venezuela

Le lauréat argentin du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel ; Manuel Zelaya, ancien président du Honduras ; Evo Morales, ancien président de l'État plurinational de Bolivie, ainsi que

plus de trois cents éminents intellectuels, écrivains, journalistes, dirigeants politiques et militants, rejettent les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne du Venezuela.

Après l'élection présidentielle historique du 28 juillet, qui a consacré la victoire de Nicolas Maduro Moros pour un troisième mandat, l'opération déstabilisatrice de l'impérialisme s'est intensifiée au Venezuela, conçue et mise en œuvre avant, pendant et après les élections.

Les actes de violence et de vandalisme qui ont pu être vus à la télévision et sur les réseaux sociaux démontrent que les accusations de fraude contre le gouvernement Maduro et le Conseil national électoral ne sont que la surface d'un vaste plan déstabilisateur qui justifierait le recours à une intervention militaire étrangère.

Toutes les forces démocratiques de la région et la communauté internationale doivent dénoncer, répudier et rejeter énergiquement les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne sœur du Venezuela.

Paix et démocratie pour le noble peuple vénézuélien, punition pour les putschistes

<https://www.legrandsoir.info/rejeter-les-tentatives-de-destabilisation-du-gouvernement-bolivarien-du-venezuela.html>

Venezuela : lettre à ARTE à propos du documentaire "*Maduro, du socialisme à la dictature*" – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité Bolivarienne

Votre « *documentaire* » « *Maduro du socialisme à la dictature* » est un pur outil de propagande organisé autour des « *témoignages* » de membres de l'opposition d'extrême-droite exclusivement, d'un général renégat réfugié en Colombie à l'époque où celle-ci était dirigée par Ivan Duque qui n'a jamais raté une occasion de créer des problèmes à son voisin, avec qui il partage 2000 km de frontière, de déclarations hostiles d'ambassadeurs de pays de l'Union européenne dont on connaît la position envers le Venezuela (n'oublions que le père de Leopoldo Lopez qui fuit la justice vénézuélienne après avoir commis dans le pays divers délits dont celui d'incitation à la violence, est député européen !) et de représentants des Etats-Unis dont l'objectivité est plus que sujette à caution.

Ces individus répètent à l'envi des mot-clefs comme « *dictature* » « *répression* » « *isolement international* » « *traversée du désert* » dont aucun ne correspond à la réalité et, naturellement, Cuba !

Pas un mot des dommages causés au pays par les sanctions étasuniennes, de la difficulté pour le Gouvernement vénézuélien de se procurer des pièces de rechange pour ses infrastructures, des aliments et des médicaments pour sa population, pas un mot de l'enlèvement par les Etats-Unis d'un diplomate vénézuélien chargé de procurer des aliments à son pays (une activité terroriste s'il en est !) de l'impossibilité de vendre le pétrole vénézuélien sur le marché international et j'en passe.

Pas un mot non plus de la façon dont le Président Nicolas Maduro a mis fin aux « *garimbas* » de 2017 : la convocation d'une Assemblée Constituante ! Avez-vous déjà vu un dictateur convoquer

une Assemblée Constituante ? Le Venezuela est vraiment une drôle de dictature dans laquelle le Président de la République, pour résoudre n'importe quel problème, fait appel à la Constitution et consulte le peuple par referendum et où ce sont les communes qui, par une élection, choisissent les projets prioritaires qu'elles veulent réaliser sur leur territoire. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Révolution Bolivarienne, il y a eu 31 élections au Venezuela, qui se sont toutes réalisées en présence d'observateurs internationaux qui ont tous témoigné de la transparence du processus, et le parti au Gouvernement en a gagné 29.

A propos d'élections, ignorez-vous vraiment ce que le Centre Carter, lorsqu'il était encore dirigé par l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, disait du système électoral vénézuélien ? Il disait tout simplement que le système électoral vénézuélien était le meilleur du monde.

Vous citez la parole des présidents des Etats-Unis quand ils calomnient Nicolas Maduro ou son pays, mais quand l'un d'entre eux fait l'éloge du système électoral vénézuélien, vous préférez citer ce pantin des Etats-Unis de Juan Guaido qui s'est auto-proclamé « *président par interim* » du Venezuela sans avoir été élu par personne.

Ce « *documentaire* » est une honte, les individus qui l'ont réalisé ne méritent pas le nom de journalistes.